



Compte-rendu du CSAL-FS du 11 juin 2026

Bilan 2025 de la Santé et Sécurité au Travail :

Quelques points ont suscité des remarques :

- Une mixité très faible :

On constate une chute du taux de féminisation dans notre Direction : seulement 23,17% de femmes.

Dans les classes d'âge les plus jeunes, la proportion de femmes est même très faible (6,91% chez les 20-29 ans, 13,21 % chez les 30-39 ans).

Même si la Dgfiip se veut volontariste en la matière, avec par exemple la mise en place de réseau "Femmes and Co", les actions de promotion des métiers informatiques dans les écoles, et autres actions de communication interne et externe, elle peine à recruter des femmes.

Ce déséquilibre et cette faible mixité au sein de nos services découlent de ce qui est observé dans les formations initiales, où les normes socio-culturelles et les stéréotypes de genre sont un frein dans le choix de l'orientation des jeunes femmes vers les métiers du numérique.

Le rapport 2026 du Haut Conseil à l'Égalité relève une montée préoccupante des courants masculinistes en France, qui ne relèvent plus seulement de pratiques isolées. Une vigilance sur les potentiels effets induits par l'entre-soi masculin est nécessaire dans ce contexte.

A la DGFIP, la politique est tolérance zéro pour tous les agissements et propos sexistes.

La Disi souhaite mettre en œuvre des groupes de travail dans les ESI sur les discriminations au sens large (présenté en CODIR plénier).

- Des RPS en nombre important :

Une sur-représentation des Risques Psycho-Sociaux, 33% des risques recensés dans le DUERP. Agir et trouver des solutions pour éliminer ces risques s'avère souvent compliqué. Des groupes de travail thématiques sur le sujet se poursuivront.

- Budget de la Formation Spécialisée 2025 :

39 000 euros ont été consacrés aux dépenses en Santé sécurité au travail (Formations 47%, Achats 39% et Travaux 13%) ; il est à déplorer que le budget 2025 ait été amputé de 14 700 euros, utilisés pour payer des factures non réglées en 2024, non du fait de la Dgfiip, mais parce que certains prestataires avaient négligé de déposer leurs factures dans les temps dans CHORUS !

Prévisions budgétaires 2026 :

L'enveloppe qui nous est allouée est de **48 100 euros**, en fonction de l'effectif connu du Secrétariat Général, effectif théorique qui semble sous-évalué par rapport au réel et dont le calcul n'est toujours pas transparent ! Un groupe de travail a permis de valider 51 dépenses suite aux besoins recensés (formations, remplacement d'équipements incendie défectueux, achat de matériel pour les CID, etc...).

La nouvelle formation aux premiers secours en santé mentale a été dispensée aux acteurs de prévention, aux agents des services RH et aux chefs de service. Nous avons demandé qu'elle-soit aussi ouverte aux représentants du personnel qui en feraient la demande, voire à un plus large public. Cette année, cela n'est pas préconisé par le Secrétariat Général (bien que d'autres directions l'ait permis).

Point d'information sur la campagne DUERP 2026 :

L'intégration des questionnaires d'évaluation des risques professionnels dans l'outil Prev'action est en cours. Un Groupe de travail est prévu à la rentrée pour analyser et valider les risques et débattre des

mesures de préventions et les actions. Le Plan Annuel de Prévention des Risques et d'Amélioration des Conditions de Travail sera ensuite présenté et voté en CSAL.

Point sur les signalements Sign@lFiP :

Une fiche de signalement est en cours de traitement par le service RH. Tout signalement via l'application Sign@lFiP donne lieu à une enquête interne (audition des mis en cause, des témoins, caractérisation des faits ...). La Direction juge ensuite de l'opportunité de remonter la situation aux services RH en Centrale, selon la gravité des faits.

De l'aveu de la directrice il n'est pas toujours facile de trouver le degré de sanction approprié. La Directrice Générale a donné des instructions allant dans le sens d'une homogénéité des pratiques, mais il n'y a pas de mutualisation entre directions actuellement, le sujet des signalements restant encore tabou.

Calendrier des visites de la FS :

Visite des locaux de Magenta à Rennes le 30 juin à 14h00 avec le BIL de la Drfip35.

Point déménagements en cours :

- Rennes :

Le calendrier de déménagement de l'ESI de Rennes s'est resserré, avec une date de libération de locaux en location fixée au 31/12/2027 au plus tard. Par conséquent, les locaux attribués à l'ESI seront au rez-de-chaussée et non plus au premier étage. La surface allouée est de 1 215 m2 pour une cible d'effectif à 117 agents.

Nous avons demandé à ce que le local de stockage du sous-sol soit libéré bien en amont pour que l'équipe d'assistance puisse anticiper le déménagement des matériels depuis le site actuel. Notre remarque a été prise en compte, et la Direction a indiqué que des ateliers thématiques [allaient](#) être très prochainement organisés pour anticiper sur tous ces sujets.

Concernant les passages de chariots qui devront obligatoirement se réaliser en extérieur, avec le risque d'intempéries et de passage au milieu des files d'usagers, la directrice indique que le cheminement va être couvert, ce qui résout le problème des intempéries, mais pas le risque lié à la proximité de files d'usagers durant les campagnes d'IR.

- Nantes :

Pas de grand chamboulement. Une équipe a déménagé (7 personnes : IIAT RSP MEdoc EA Intex Medoc), les opérations se sont bien passées.

Examen des exercices d'évacuation :

2 exercices depuis la dernière instance : ESI d'Angers le 26 mars et ESI de Tours le 16 avril.

Suivi des actions CSAL-FS :

Prochaines visites : Rennes le 30 juin

Visite d'une CID excentrée : proposition à venir

Questions diverses :

Projet de déménagement de la CID de Bourges dans d'autres locaux : la CID a visité les nouveaux locaux, déménagement prévu au 1er semestre 2027

Vos représentants Cgt lors de cette instance de dialogue :

Cynthia Cailler, Sandrine Teurtrie et Bruno Ronflé

En cas de questions, n'hésitez pas à nous solliciter : cgt.disi-centre-ouest@dgfip.finances.gouv.fr